

# JOURNAL DU LOT

Paraissant les Mardi, Jeudi et Samedi

CAHORS ET DÉPT : — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 9 fr. ; Un an, 16 fr.  
HORS DU DÉPT : — » 6 » 11 » 20

Les abonnements se paient d'avance. — Joindre 50 cent. à chaque demande de changement d'adresse.

CAHORS : A. LAYTOU, Directeur, rue du Lycée.  
PARIS : HAVAS et C<sup>o</sup>, 8, place de la Bourse.

On est inscrit pour un abonnement de même durée, quand on ne renvoie pas le numéro qui suit l'abonnement précédent.  
Imprimerie A. Laytou.

ANNONCES (la ligne)..... 25 cent  
RÉCLAMES — ..... 50

La publication des Annonces légales et judiciaires de tout le département est facultative dans le Journal du Lot.

## Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

Arrivées à	Départs de	Arrivées à					
CAHORS	CAHORS	LIBOS	VILLENEUVE-SUR-LOT	AGEN	PÉRIGUEUX	BORDEAUX	PARIS
11 h. 10 <sup>m</sup> matin.	5 h. 10 <sup>m</sup> matin.	6 h. 53 <sup>m</sup> matin.	10 h. 12 <sup>m</sup> matin.	10 h. 28 <sup>m</sup> matin.	10 h. 45 <sup>m</sup> matin.	4 h. 27 <sup>m</sup> soir.	12 h. 45 <sup>m</sup> matin.
5 » 7 » soir.	1 » 20 » soir.	2 » 55 » soir.	3 » 56 » soir.	4 » 22 » soir.	5 » 51 » soir.	10 h. 19 — 11 h. 17 soir.	4 » 39 » »
9 » 41 » »	5 » 40 » »	7 » 24 » »	8 » 46 » »	9 » 24 » »	10 » 54 » »	* * *	» 4 » soir.

Train de marchandises régulier : { Départ de Cahors — 5 h. 20<sup>m</sup> matin.  
Arrivée à Cahors — 7 h. 55<sup>m</sup> soir.

Train de foire. — Arrivée à Cahors. — 9 h. 25<sup>m</sup> matin.

Cahors, 26 Septembre.

Les conservateurs qui ont comme nous une égale horreur pour le radicalisme et le bonapartisme, ces deux fléaux de la Patrie, doivent protester contre la célébration de l'anniversaire du 22 septembre 1792.

La première république fut proclamée dans la révolte et dans le sang. Son souvenir, inséparable des massacres qui ont précédé son installation et des échafauds qui l'ont suivie, ne peut vivre dans la mémoire des générations que comme une époque à jamais maudite. En effet, les massacres et les échafauds n'eurent pas même le prétexte d'une excuse pour l'historien impartial.

Vouloir rattacher la République actuelle à l'organisation révolutionnaire en 1792 et 1793 c'est donner des armes aux ennemis de la liberté et de la France.

La grande Assemblée Constituante de 1789 avait assis les conquêtes indispensables de la civilisation et du progrès. Ses continuateurs, au lieu de confirmer cette œuvre, n'ont fait que la compromettre.

Aujourd'hui, nous avons repris la tradition par la fondation d'un gouvernement qui n'est autre chose que le gouvernement du Pays par le Pays. Cette République, issue de l'impossibilité manifeste de toute autre solution, est présidée et dirigée par des hommes qui eussent préféré théoriquement une autre constitution du pouvoir, mais auxquels le sens pratique et le dévouement au bien public ont inspiré le sacrifice et l'abnégation nécessaires. Le jour où on songerait sérieusement à gouverner sans eux et contre eux, la République serait absolument perdue. Voilà pourquoi la célébration de l'anniversaire du 22 Septembre est une maladresse et une faute !

Nous devons rendre cette justice à tous les organes modérés de la gauche, qu'ils ont parfaitement compris leurs devoirs dans cette circonstance. C'est seulement une minorité imperceptible qui s'est réunie pour fêter la Terreur. Il y a une poignée de démagogues à la Chambre des Communes ; quinze ou vingt socialistes siègent au Parlement de Berlin ; habituons-nous à avoir en France un groupe de révolutionnaires fanatiques et sauvages. Leurs excès et leurs folies ne doivent servir qu'à nous enseigner la sagesse. Quel est leur nombre dans le Lot ? Assurément, il est à

peu près nul. Soyez bien sûrs que, partout, sauf dans quelques grandes villes, ce nombre est tout aussi restreint et insignifiant. Le spectacle de la licence ne doit pas détourner nos yeux des bienfaits de la liberté, qui permet et protège la défense de tous les droits légitimes.

## CORRESPONDANCE

Versailles, 23 sep.

Certains journaux ont mis ces jours-ci en circulation la nouvelle que des dissentiments graves, se seraient produits, entre M. le ministre de l'intérieur et M. le ministre de la guerre. Je n'avais attaché aucune importance à ces racontars mis en évidence, on ne sait dans quel but, mais ces bruits ayant trouvé un écho dans un journal fort sérieux, je suis obligé de vous dire qu'il n'y a pas un mot de vrai dans tout ce qui a été raconté à ce sujet. Si je suis bien renseigné, je crois que M. de Marcère n'a pas encore vu son collègue, M. le général Berthaut ; ainsi tombent, comme vous voyez, les bruits de dissentiment qui remonteraient à la première entrevue des deux ministres. Au reste, M. de Marcère, qui a été avisé de toute cette affaire, n'a pas jugé que la chose valût la peine d'être démentie. Le ministre de l'intérieur est à Messei, jouissant d'un repos bien mérité. Il y restera jusqu'au 30 septembre, date fixée pour son retour à Paris.

M. le sous-secrétaire d'Etat partira ensuite en congé et restera absent pendant le mois d'octobre. M. de Rouville, chef de cabinet de M. de Marcère, reprendra ses fonctions à peu près à la même époque.

Les renseignements sur les élections municipales du 17 septembre continuent de parvenir au ministère, mais assez lentement. Voici ceux que j'ai pu recueillir aujourd'hui. Dans le Calvados et dans l'arrondissement de Belfort, les élections n'ont eu aucun caractère politique déterminé. Dans le Cantal, on signale sept protestations. Dans le cas où le Conseil de préfecture jugerait nécessaire de prononcer quelques annulations, le 2<sup>e</sup> tour de scrutin ne pourrait avoir lieu que le 4<sup>e</sup> octobre. Enfin, dans les Basses-Pyrénées, les élections ont eu lieu dans 122 communes. Il y avait 206 conseillers municipaux à nommer. Dans 5 communes seulement, un 2<sup>e</sup> tour de scrutin sera nécessaire. Ces élections ont en général un caractère républicain.

Le général Cialdini est arrivé ce matin à Paris et a pris définitivement possession de l'ambassade d'Italie. Le général a reçu de M. le ministre et du monde diplomatique l'accueil le plus sympathique et le plus distingué.

J'avais hésité à vous parler hier d'un duel qui aurait eu lieu à Saint-Petersbourg entre un diplomate russe et le prince Dolgoronski. Un journal anglais a publié cette nouvelle dont on parle beaucoup à Saint-Petersbourg.

L'issue du duel qui a été fatal au prince Dolgoronski aurait été provoqué par des causes tout à fait intimes.

D'après les dernières nouvelles parvenues ici aujourd'hui, il semble que les puissances n'ont pas encore fait à Constantinople, les contre-propositions aux propositions de la Porte. On espère que les négociations aboutiront prochainement.

## ORIENT

Les journaux publient le texte du Memorandum par lequel la Porte a accepté la médiation pacifique des puissances et fait connaître les conditions qu'elle croyait devoir soumettre à leur jugement. Ce texte se compose de deux parties très distinctes : dans la première, la Porte rappelle les causes qui ont amené la guerre ; elle explique dans la seconde les moyens qui rendraient, d'après elle, le retour de semblables aventures impossible, et assurerait complètement la tranquillité de l'avenir.

On connaît la réponse que toutes les puissances, l'Angleterre en tête, ont faite aux demandes de la Turquie : elles ont repoussé une à une des prétentions qui leur paraissent inacceptables, non qu'elles soient illégitimes en droit, mais parce qu'il y a des circonstances où la maxime : *Summunus, summa injuria* doit être pour la diplomatie une règle de conduite absolue. Si la Serbie a été imprudente et coupable, la Turquie a été criminelle en Bulgarie. Les fautes de l'une ont été compensées par les atrocités de l'autre. L'Europe ne peut plus livrer le vassal sans défense au suzerain dont la colère sanguinaire a couvert toute une province de ruines et de misères. La Serbie serait donc sauvée, elle gardera son autonomie, elle conservera ses forteresses ; il est même à peu près certain qu'elle ne paiera pas d'indemnité. Il faudra que la Porte victorieuse se soumette à ces sacrifices. Elle n'a pas hésité à suspendre les hostilités dès qu'elle a connu l'avis des puissances sur ses propositions de paix, bien que cet avis fût absolument défavorable à chacune de ses demandes. Elle s'est inclinée sans mot dire. Il est indispensable qu'elle persévère dans cette attitude, qui peut seule sauvegarder la paix Européenne. Si elle résistait, les conséquences de sa conduite seraient très graves.

Du reste, le premier ministre d'Angleterre vient de faire à la suite d'un banquet, des déclarations de nature à inspirer confiance dans le maintien de la paix.

Sans chercher à dissimuler la violence des attaques de ses adversaires, qui visent à le remplacer au pouvoir, le chef du cabinet tory a justifié la

politique ministérielle dans la question d'Orient, et a revendiqué pour elle le mérite des avantages obtenus dans ces derniers jours auprès de la Sublime-Porte.

M. Jules Simon a pris récemment la parole dans un comice agricole d'Epernay. Voici, l'analyse de son discours d'après un journal local.

M. Jules Simon a fait de M. Thiers le plus chaleureux éloge. Il a parlé ensuite du gouvernement de la France, qui a surtout le mérite d'être un gouvernement et d'être accompagné d'une constitution. Grâce à cela, nous pouvons espérer le terme de nos anciennes divisions et atteindre notre principal but, qui est de régénérer la France et d'établir la République comme elle doit être entendue, non pas en nous mettant à la poursuite de l'idéal, mais à la recherche de ce qui est possible, de ce qui est opportun. La République doit être libérale et conservatrice ; car, il faut qu'on le sache, les républicains sont libéraux et conservateurs.

M. Jules Simon insiste sur cette condition : la République ne pourra durer que si elle est à la fois libérale et conservatrice.

Il parle de la nécessité de s'appuyer du respect des lois, du respect du travail, de la propriété, de la liberté et des convictions religieuses. Il rappelle que la République doit être aimable et accessible à tout le monde.

L'orateur établit ensuite un parallèle entre la paix extérieure et la paix intérieure, et ajoute que, pour obtenir la première, il faut surtout assurer de la seconde. La paix au dedans permettra seule le travail des champs, des écoles, des usines. Elle seule nous permettra aussi de réparer nos récents désastres et de rendre à la France le rang qui lui est dû.

Enfin M. Jules Simon formule son toast : « A la France ! A la fête de la paix ! la paix à l'intérieur nous donnera la paix au dehors. »

## REVUE DES JOURNAUX

Moniteur universel.

Une note du *Journal officiel* est venue rappeler fort opportunément à ceux qui étaient en train de l'oublier, qu'il existe en France une loi sur les réunions publiques et que cette loi doit être respectée. Plusieurs de nos confrères de la presse républicaine témoignent à ce sujet leur mécontentement ; s'ils ne vont pas jusqu'à blâmer le ministère de ne point permettre qu'une loi encore en vigueur soit ouvertement enfreinte, ils se dédommagent en déclarant que la loi de 1868 est détestable et qu'il faut se hâter de l'abroger dès la rentrée du parlement.

Nous ne nous chargerons pas de défendre la loi de 1868 ; elle nous a toujours paru peu logique ; la distinction qu'elle prétend établir entre les matières écono-

miques et sociales et les sujets de politique et de religion ne se soutient pas dans la pratique ; lorsque le législateur permet la discussion des uns en même temps qu'il interdit de toucher aux autres, il pose une limite vague dont les orateurs des réunions ne s'aperçoivent guère que pour l'é luder ou la franchir. Une législation plus nette et plus précise sur cette matière est certainement désirable. Nous devons dire avec la même franchise que, dans notre pensée, cette réglementation nouvelle que nous demandons n'aurait pas pour objet d'étendre le champ des réunions publiques et de leur accorder une liberté plus large.

Il ne faut pas se laisser duper par les mots ; il ne faut pas croire que lorsqu'on a dit celui de liberté on a tout dit, que devant ce nom sacré les libéraux n'ont qu'à s'incliner, et qu'ils doivent se garder de chercher si le mot ne cache pas une chose bien différente, et s'il ne peut pas se traduire par désordre et oppression. La sécurité est une partie essentielle de la liberté ; celle-ci sans l'autre nous paraît une tromperie, une dérision. La liberté illimitée des réunions a toujours produit parmi nous le trouble, les attaques contre les institutions qui protègent la vie et la propriété des particuliers, un redoublement de querelles des citoyens entre eux, la provocation à la guerre civile, puis la lutte sanglante et terriblement meurtrière, de sorte que cette liberté des réunions a toujours été une cause de ruine pour la liberté générale. On peut être fort libéral et ne point vouloir acheter la possession passagère de la première par la perte durable de la seconde.

En vérité, ceux qui identifient la liberté des réunions avec la République font grand tort à celle-ci. Nous savons que cette liberté a constamment mené chez nous au régime des clubs, et nous savons que le régime des clubs a non moins constamment conduit à la domination tyrannique d'une minorité violente sur la majorité paisible, ou à l'anarchie, ou à la discorde la plus effroyable, et finalement qu'il a, en 1848 et 1871, abouti à l'insurrection de Juin et à la Commune. Où mènerait-il la République si on le lâchait encore une fois sur la France ? Nous n'éprouverions nulle difficulté à le prédire en nous rappelant le passé.

D'autres peuples s'accommodent, dit-on, de la complète liberté des réunions, et ils ne s'alarment pas si elle va jusqu'à l'extrême licence. Il faut que ces peuples n'aient pas le même tempérament politique que nous. Quand on fait des lois pour une nation, il n'est probablement pas défendu de tenir compte de son caractère. Nous demanderons donc au législateur, lorsqu'il aura à régler encore une fois cette difficile matière, de bien se remémorer l'usage qu'il a été fait dans nos grandes villes, et particulièrement à Paris, du droit de réunion en 1792, en 1848, en 1871. L'histoire des clubs est fort repoussante, mais elle est fort instructive ; nous ne pensons pas qu'il se soit jamais débité en aucun lieu du monde





